



Conférence de Riccardo Petrella
31 mars 2005

LE DROIT DE REVER

Le temps d'agir

Toute personne a envie de vivre en tant qu'être "humain" de manière décente, d'être reconnue et respectée dans sa dignité, pour ce qu'elle est. Nous désirons tous qu'on nous dise "bonjour", qu'on puisse vivre en sécurité, sans la peur et la terreur de la guerre et que l'on puisse chercher à améliorer notre situation et celle de nos proches.

Nous savons fort bien que nous ne parviendrons jamais au bonheur, " le bien suprême " selon Aristote, d'autant plus que le bonheur est subjectif, relatif, même lorsqu'il s'agit d'un bonheur collectif(1).

Aujourd'hui, pour des centaines de millions d'être humains, la question n'est pas le " bonheur ", mais le droit à la vie : avoir accès à l'eau potable, habiter dans un logement décent, pouvoir se faire soigner, s'instruire, sortir de la misère, de la violence, ne pas devoir émigrer.

Ce n'est pas possible, répondent nos sociétés. C'est du rêve. "La misère a toujours existé. Il y aura toujours des pauvres. On ne peut pas bâtir un monde sans pauvreté". En outre, on ne peut pas éviter la guerre. Interprètes passionnants des tendances actuelles, de nombreux chanteurs, écrivains, auteurs de films ou de bandes dessinées (je pense, par exemple à Enki Bilal auteur, dernier titre, de *Trente-deux décembre*) (2) racontent le monde d'aujourd'hui comme un univers où la violence, la cruauté, la quête de puissance et de domination, la brutalité, prédominent. Un sentiment largement répandu à travers le monde. Ainsi, la boulimie consommatrice des populations des pays riches en serait un signe révélateur.

Le succès extraordinaire et inégalé d'Harry Potter témoigne, cependant, chez les générations actuelles d'un besoin réel de rêve, de rêver d'un monde où la barbarie, la terreur, la haine et la cruauté sont défaites et où l'amitié, la civilité, la solidarité et la justice gagnent.

Loin de moi de proposer d'inscrire les réflexions qui suivent le long d'une division du monde et des sociétés selon une prétendue "ligne du bien et du mal", construction simplificatrice et dangereuse. Cet essai est, en revanche, un voyage entre et au cœur de deux univers " qui sont en nous ", et qui construisent notre façon de penser et de voir de monde, et influencent nos actions. Le premier univers est peuplé par des envies, des rêves de richesse, de puissance. Le deuxième par des rêves de paix, d'amitié, de justice, de liberté. Le monde d'aujourd'hui est dominé par le premier univers. Le deuxième univers n'a pas droit de cité. Ceux qui ont le pouvoir économique, politique et militaire ont confisqué le droit de rêver d'humanité. Ce qui suit se veut un argument en faveur de la reconquête de ce droit.

LES VOLEURS DE REVES

L'impression que donne le monde d'aujourd'hui est d'avoir mis au grenier les rêves de paix, de justice, de solidarité, de bien-être pour tous. Surtout, après l'attaque barbare contre les Etats-Unis le 11 septembre 2001 et la conquête militaire anglo-américaine de l'Irak en avril 2003, illégitime et inacceptable.

Certes, il y a quelques exceptions. Au Brésil, l'élection de Lula en octobre 2002 à la présidence a redonné l'espoir à des millions d'êtres humains. Au plan mondial, le 15 février 2003, plusieurs dizaines de millions de personnes dans des centaines de villes de toutes les régions du monde, sont descendues dans la rue pour réclamer la paix. Du jamais vu dans l'histoire des sociétés humaines. Elles ont été entièrement ignorées, avec un mépris évident, par les dirigeants américains, anglais et leurs "alliés", qui voulaient la guerre, et qui l'ont eue. Mais l'événement a montré l'existence d'une *société civile mondiale* (3) partageant des valeurs fondamentales "universelles" (la paix, la fraternité...).

Le 15 février a rendu plus visible et compréhensible un fait majeur: il n'y a plus seulement la globalisation de la finance, du commerce, de la production, de la communication (Internet, CNN...) : une globalisation conquérante, " triadique ", intégrant surtout les trois régions du monde les plus riches (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon et partie du sud-est asiatique) et marginalisant le reste. Une autre globalisation est née: celle du désir d'un autre monde, d'une autre mondialisation, pacifique, solidaire, amicale.

Mais, comme on l'a dit, ce sont des exceptions. L'attitude prédominante est celle des visions pragmatiques de survie, des logiques d'adaptation "guerrière", de la résignation devant un monde de plus en plus violent.

1. La "naturalité" et l'inévitabilité prétendues de la guerre et de la pauvreté.

L'élimination de la guerre dans le monde est considérée comme une illusion. Même avant le 11 septembre, l'opinion publique avait été convaincue que le monde était entré dans une phase de grande instabilité et turbulences "guerrières" et que les pays occidentaux devaient s'attendre à vivre dans un environnement planétaire de plus en plus hostile, violent. Le 11 septembre a renforcé une telle conviction, donnant une apparente légitimité "morale" à la guerre contre l'Afghanistan et, ensuite, l'Irak. Il a aussi rendu inévitable aux yeux de la majorité des populations

occidentales la guerre totale au "terrorisme mondial" qui serait alimenté, selon les Etats-Unis et leurs alliés, par les dirigeants de pays dits "Etats voyous", nommément identifiés à l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord... La majorité des populations occidentales semble croire à l'irréversibilité de la guerre surtout entre, d'une part, les pays arabes et musulmans - dont les peuples seraient animés par la haine envers l'Occident, " le monde moderne " - et, d'autre part, les pays occidentaux - dont les peuples seraient en train de (re)découvrir leur "chrétienté". Une telle croyance est également répandue dans les pays arabes et, surtout, musulmans où les dirigeants trouvent plutôt utile, dans leur intérêt, de faire croire que les temps sont mûrs pour une nouvelle "guerre sainte" à l'échelle planétaire.

Inévitabilité de la guerre globale, inévitabilité aussi de la pauvreté dans le monde, affirme-t-on. Désormais, les puissants du monde excluent la possibilité d'éradiquer la pauvreté. D'après les Nations Unies, 2,7 milliards d'êtres humains, sur six milliards, sont pauvres, c'est-à-dire "vivent" avec moins de 2\$ par jour. Parmi eux, 1,3 milliard de personnes "vivent" dans ce que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) appelle la "pauvreté absolue", avec moins de 1\$ par jour.

En lançant en 1974 le NOEI - Nouvel Ordre Economique International - les dirigeants du monde occidental s'étaient engagés à éradiquer la pauvreté en l'an 2000 en dédiant 0,7% de leur PIB à l'aide au développement des pays pauvres. Malgré les maigres résultats obtenus au cours des 20 ans qui ont suivi, ils ont réaffirmé en 1995 à la Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale à Copenhague que l'éradication était un objectif non seulement souhaitable mais aussi réalisable à l'horizon 2020. Ils se sont donné vingt ans supplémentaires pour atteindre l'objectif. Cinq ans après, cependant, ils parlent d'une "nouvelle politique de la pauvreté" élaborée et proposée par la Banque Mondiale.

Dénommée "stratégie de réduction de la pauvreté", elle aurait substitué la stratégie des "politiques d'ajustement structurel" que la Banque Mondiale avait inspirée et imposée à tous les pays " en voie de développement " à partir de la fin des années '70. Au dire des dirigeants de la Banque Mondiale, la réduction de la pauvreté serait devenue la principale raison d'être de l'institution (4).

En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies à New York, la "nouvelle politique" reçoit la consécration politique de la part de la communauté internationale. Les dirigeants du monde entier décrètent que le seul objectif réaliste dans le cadre de la nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté est devenu celui de *réduire de moitié* en l'an 2015 le nombre des personnes vivant dans la "pauvreté absolue".

Présenté comme un objectif particulièrement ambitieux, il a été réitéré lors de la Conférence Internationale de Monterrey en mars 2002 sur le "financement du développement mondial" et au 3e Sommet de la Terre à Johannesburg en septembre 2002 sur " le développement durable " (5).

Considérables et nombreuses sont les perplexités et les réserves que l'on peut formuler à l'adresse de la "nouvelle politique de la pauvreté". Elle est proposée par les dirigeants des pays riches au moment même où ils sont en train de devenir encore plus riches et encore plus éloignés des pays pauvres, de plus en plus pauvres. *Force est de constater que nos pays sont guidés par des classes dirigeantes qui ne croient pas (ou plus) que le droit à la vie appartient (ou puisse appartenir) à tous les êtres humains.* En baissant la barre de l'objectif (passage de l'éradication totale de la pauvreté - 2,7 milliards de personnes - à la réduction de moitié uniquement des personnes vivant dans la "pauvreté absolue" - 1,3 milliard), les groupes dominants ont accepté comme inévitable le fait qu'il y aura encore en 2015 au minimum 3 milliards de pauvres sans droit à la vie (6).

Belle ambition!, alors que l'on sait que le produit mondial a augmenté plus vite au cours des trente dernières années que la population mondiale (7).

L'arrivée de George W. Bush Jr à la présidence des Etats Unis a contribué à accélérer et renforcer ce retournement de perspectives, déjà entamé dans les années '80. Une politique favorable à l'éradication de la pauvreté est impensable tant que les Etats-Unis seront sous le contrôle des groupes dominants actuels si bien défendus par un président qui, en quelques mois seulement depuis son accession au pouvoir, a réduit

- o de 80% le programme communautaire d'accès aux soins pour les malades dépourvus d'assurance médicale
- o de 60 millions de \$ le programme de logements sociaux de la Fondation d'aide à l'enfance
- o de 200 millions de \$ le fonds pour l'enfance et le développement
- o de 700 millions de \$ le budget de réhabilitation des logements sociaux
- o de 15,7 millions de \$ le budget du programme contre la maltraitance des mineurs
- o a éliminé le programme "Lire c'est fondamental" qui permettait la distribution gratuite de livres aux enfants des familles pauvres
- o et, à l'inverse, a fait approuver une baisse d'impôts qui profite pour 43% au 1% des Américains les plus fortunés possédant 42% de la richesse des Etats-Unis.

Bien sûr, M. Bush n'est pas seul dans l'œuvre de démantèlement du système de Welfare social des pays occidentaux. Il est en bonne compagnie avec M. Blair au Royaume Uni, M. Aznar en Espagne, M. Berlusconi en Italie.

La prise de pouvoir par George W. Bush Jr et les événements du 11 septembre ont fait précipiter la planète dans un retour à la croissance des dépenses militaires et, partout en Occident, aux dépenses de "sécurité", au détriment des ressources destinées à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et à l'aide à la coopération internationale.

La présidence de Bush et le 11 septembre ne sauraient, cependant, tout expliquer. L'argument fondé sur la "folie" ou les "fanatismes" de Bush , de Ben Laden et de Saddam Hussein constituent manifestement une explication insuffisante et sommaire.

Trop commode, aussi, car elle évite de s'interroger sur d'autres causes. Or, le vol des rêves de paix, de justice, de droit à la vie pour tous que constitue la croyance actuelle dans l'inévitabilité de la guerre et dans la " naturalité " de la pauvreté, est dû à de nombreux autres facteurs structurels.

1. L'emprisonnement du possible

Les facteurs structurels sont liés à la primauté conquise dans les sociétés occidentales par des conceptions philosophiques, éthiques et socio-économiques qui ont trouvé, ces trente dernières années, un soutien "politique" fort dans le cadre du système économique capitaliste de marché.

Ces conceptions ont profondément changé la définition de ce qui appartient au champ du possible et ce qui en est exclu.

Dans toute société, *le possible est ce que les pouvoirs en place considèrent permis, donc acceptable au plan politique, économique, social et éthique.* Il représente le champ des actions et des comportements individuels et collectifs délimité par les lois et les règles fixées par ceux qui légitimement - par choix (élections) et adhésion de la part des populations - ou illégitimement - par la violence - ont le pouvoir de l'autorité et de la contrainte. Autrement dit, l'impossible est ce que les groupes dominants considèrent inacceptable, non réalisable.

Pour cette raison, les détenteurs du pouvoir ont toujours aimé dire que "la politique est l'art du possible", alimentant ainsi l'esprit de conservation des lois et des règles établies. Celles-ci sont considérées comme les seuls espaces à l'intérieur desquels l'action dite "efficace" est possible, y compris l'action visant le changement.

Evidemment, les règles sont nécessaires et indispensables. Sans elles, il n'y a pas de liberté. La liberté disparaît lorsque la fixation des règles est laissée aux "libres" relations entre individus, aux échanges et rapports de force entre les acteurs en présence. Dans ce cas, les règles qui l'emportent sont celles des plus forts, des plus malins, des plus astucieux. De même, les difficultés et les problèmes liés à l'existence de règles apparaissent lorsque les règles sont utilisées par les détenteurs du pouvoir, non pas dans l'intérêt de tous les membres de la société, mais principalement au service de la sauvegarde et de la promotion de leurs propres intérêts en limitant ainsi le champ de liberté des autres membres. C'est tout le problème de la démocratie réelle et de la représentativité des pouvoirs institutionnels.

Fort heureusement, les rapports entre les groupes sociaux et les sociétés évoluent. Le champ du possible varie dans le temps et d'une société à l'autre. Entre stabilité, évolution/réforme et révolution, le champ du possible n'est jamais définitif ni unique. Les tensions entre les groupes, le plus souvent entre ceux qui détiennent le pouvoir et les autres, alimentent l'esprit de mutation, le désir de changement, la volonté d'innovation (8).

Le changement intervenu dans la définition du champ du possible consiste dans le fait que nos sociétés ont été acquises à l'idée que la politique est essentiellement une affaire de gestion et qu'une "bonne politique" (donc le "bon politique") se mesure à l'aune de la gestion "efficace" des ressources disponibles et des moyens existants, grâce à des outils de plus en plus performants. On parle de "professionnalisation" de la politique, de gestionnaires politiques, de marchés du politique.

Comme l'a montré Carole Poliquin dans un documentaire d'une grande intelligence analytique, l'Ere de la performance (9), tout est réduit à une question d'expertise et de maîtrise gestionnaires.

La "*culture gestionnaire*" a commencé à s'affirmer dès les années '50. Il y a eu, d'abord, le succès des thèses sur "la révolution managérielle", développées aux Etats-Unis et puis "exportées" en Europe et au Japon. Selon ces thèses, formulées pour la première fois en 1940 par James Burnham, professeur à l'Université de New York, la lutte entre le capitalisme et le communisme - et leurs idéologies - était destinée à disparaître en raison de l'affirmation à l'Ouest comme à l'Est, d'une nouvelle classe sociale, les "managers", qui allaient acquérir la maîtrise des moyens de production (10). La croyance dans "la fin des idéologies" (et de la politique) et dans le triomphe des gestionnaires s'est largement répandue dans les années '60. Elle a inspiré les travaux de la Commission de l'An 2000, créée par l'Académie Nationale des Sciences des Etats-Unis sous la présidence de Daniel Bell, dont le rapport final *The Coming of Post Industrial Society*, "proclame" la fin de la société industrielle et annonce l'avènement de la "société post-industrielle" dont les Etats-Unis étaient considérés comme les premiers incubateurs(11). Selon les auteurs du rapport, la société post-industrielle était le produit des nouvelles technologies de plus en plus puissantes, tels que les ordinateurs. C'était l'époque du commencement de l'automatisation. Les ordinateurs allaient imposer une nouvelle culture organisationnelle fondée sur une gestion "scientifique" d'une masse d'informations de plus en plus vaste et riche, notamment du point de vue qualitatif. Les théoriciens de la "société post-industrielle" avaient repris des idées exprimées auparavant, dès 1948, par le mathématicien Norbert Wiener, fondateur de la cybernétique où le mot "cyber" dérive du mot slave "gubernia" (gouverne, gouvernement). Wiener avait défini la cybernétique comme la forme la plus avancée de "science du gouvernement". On comprend, en ce sens, l'enthousiasme actuel de certains représentants du monde politique et des affaires à propos du cyberespace (12).

L'explosion de la grande informatique (années '60 - milieu des années '70), puis de la micro-informatique (fin années '70) et de l'ordinateur personnel (années '80), suivie par le développement de la télématique (mariage de l'informatique et des télécommunications), a contribué à renforcer la croyance dans l'émergence d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société, selon une vision techno-déterministe du monde dominante depuis les années '50. La crise des Etats dits du socialisme réel et leur écroulement définitif ont largement contribué à faire triompher dans les années '90 les thèses des grands pontifes américains - tels que Alvin Tofler, Peter Drucker, Nicolas Negroponte, Lester Thurow - sur la société de l'information, la société digitale, la société de la connaissance et, depuis peu, la "e-society" (13).

Répétées par les grands médias des pays occidentaux, ces thèses ont répandu dans le monde entier l'idée que la politique est moins une affaire d'idéologie et de conflits autour des finalités (pour quoi, pour qui) qu'une affaire de gestion des moyens et de résultats (comment, à quel prix...). *La politique en tant que " culture du comment " a remplacé la politique en tant que "culture des fins, des objectifs".* Un contresens.

Présentant " le politique " comme un phénomène caractérisé de plus en plus par la bureaucratie, le centralisme et l'inefficacité, ces thèses ont fait croire que plus la politique devenait une affaire de gestionnaires supposés être "neutres" sur le plan idéologique, mieux c'était pour l'intérêt général et le bien-être des populations. A partir des années '90, les classes dirigeantes ont réussi à répandre l'idée que les Etats devaient être traités comme des entreprises (Italy Corp, USA Corp, Japan Inc., UK Ltd) et qu'il en était de même des universités, des écoles, des musées, des hôpitaux, des villes, des églises, des ONG. Selon ces thèses, toute organisation ne serait qu'une forme d'entreprise, à gérer comme telle. Corollaire logique d'une telle pensée : la politique devrait être substituée par l'économie et plus spécifiquement par l'économie capitaliste de marché. Celle-ci devrait réguler la société.

Cette "culture managérielle" à vocation totalisante véhicule l'idée que la valeur humaine et la valeur sociale se définissent par rapport à la production et à la consommation des biens et services destinés à satisfaire les besoins solvables; que l'économie est surtout une affaire de gestion rentable - pour le capital investi - des ressources matérielles et immatérielles disponibles et accessibles financièrement; et, enfin, que la société est essentiellement un ensemble de réseaux de transactions marchandes où la régulation par le marché doit " naturellement " primer sur toute autre forme de régulation.

Charles Taylor estime, à juste titre, que les sociétés occidentales obéissent de plus en plus à une " rationalité instrumentale " par laquelle il entend " la rationalité que nous utilisons lorsque nous évaluons les moyens les plus simples de parvenir à une fin donnée" qui se traduit, à l'heure actuelle, par la prédominance de la recherche de " l'efficacité maximale, la plus grande productivité "(14). " La raison instrumentale (...) menace de prendre entièrement possession de nos vies. Nous craignons que des décisions qui devraient être soumises à d'autres critères ne soient prises en termes d'efficacité ou d'un rapport entre coûts et bénéfices, que les fins autonomes qui devraient éclairer nos vies ne soient éclipsées par le désir d'accroître au maximum la productivité " (15). A cet égard, Charles Taylor donne l'exemple de l'utilisation des " impératifs " de la croissance économique pour justifier la répartition très inégale des biens et des revenus, ou la façon dont ces mêmes impératifs l'emportent sur les besoins de l'environnement.

De telles conceptions ont permis l'affirmation à partir des années '70 d'un consensus idéologique appelé "le consensus de Washington", basé sur le principe que la liberté de commerce et des mouvements de capitaux doit être considérée comme la condition nécessaire et indispensable pour une économie mondiale saine et efficace.

La finance et le commerce sont devenus les champs d'action référentiels fondamentaux sur lesquels construire des formes "réalistes" de régulation mondiale. Pour les groupes dominants, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, sont les seules institutions internationales qui peuvent exercer une réelle autorité politique mondiale.

Les différences existant au niveau des choix politiques en matière économique et sociale entre les forces conservatrices et les forces dites progressistes ne sont plus, souvent, que des questions de nuance. Le consensus est sans faille en matière de politique technologique et de compétitivité. Il en va de même de la promotion et de la protection du droit de propriété intellectuelle, qui, comme l'on verra dans la deuxième partie, constitue la forme actuelle la plus avancée de la propriété capitaliste privée.

Dans ce contexte, seule l'innovation apte à augmenter et à améliorer la performance dans la gestion des ressources et des moyens disponibles, permettant aux groupes au pouvoir de renforcer et d'étendre leur pouvoir de décision et de contrôle sur le changement, a droit de cité, est considérée comme souhaitable, réaliste.

Les forces " créatrices " d'un futur différent du présent sont acceptées à condition qu'elles soient cohérentes avec les logiques et les intérêts du système en place. Dans ce cas, les groupes dominants parlent avec enthousiasme de " révolutions technologiques ", de " nouvelle économie ", de " nouvelle société ". Ces trente dernières années, les " gestionnaires du possible " n'ont fait qu'annoncer des révolutions tout le temps. Léon Trotsky, le fameux théoricien de la " révolution permanente " ferait figure de réformiste modéré, comparé aux gourous, aux dirigeants d'entreprise et aux responsables politiques actuels selon lesquels " les nouvelles " technologies auraient plongé nos sociétés dans un état de révolution continue : révolution du " e " (e-commerce, e-transport, e-formation, e-démocratie, e-musique, e- n'importe quoi) ; révolution du " bio " (OGM, clonage des humains, clonage des animaux...) ; révolution des nano-technologies (l'infiniment petit..), révolution des télécoms...

Tant que ces " révolutions " reflètent des mutations s'inscrivant dans l'expansion et dans le renforcement du champ des intérêts des pouvoirs dominants, elles sont accueillies, voire soutenues. Attention, cependant, aux mutations qui modifieraient effectivement les principes fondateurs idéologiques, les mécanismes de fonctionnement et les rapports de pouvoir entre groupes sociaux dans le système en place, entre hommes et femmes, par exemple. Dans ce cas, l'innovation est rejetée dans le champ de l'impossible, et la "révolution" est condamnée, sans appel, comme irréaliste.

Ainsi, les dominants se sont-ils appropriés du rêve, des rêves. Pour eux, le pouvoir de rêver - la capacité d'imaginer une autre réalité, une autre société, un autre devenir - appartient uniquement aux gestionnaires efficaces des ressources et aux "créateurs de technologies" performantes qui créent le "progrès" économique. Il appartient, affirment-ils, aux "faiseurs du nouveau monde" qui, selon eux, opèrent surtout au sein de la grande incubatrice du futur que serait l'entreprise mondiale, et

au sein des autres organisations (l'université, notamment) qui contribuent à la création du futur, en liaison avec l'entreprise.

1. L'absence de sens et logiques de violence

Emprisonner le rêve dans le champ du possible défini par les intérêts des groupes dominants, a réduit le pouvoir de l'imagination et de création au champ de lutte entre les groupes qui composent les pouvoirs dominants. Tel est le sens pris par la créativité et par l'innovation dans le cadre et au sein du système actuel. Il s'agit d'une créativité et d'une innovation compétitives, fondées sur la rivalité et l'exclusion en vue de l'élimination du concurrent et la marginalisation des perdants. La gestion du possible axée sur les ressources disponibles et les moyens existants ne peut conduire qu'à la lutte pour la suprématie sur les ressources et pour le contrôle sur les moyens. D'où, - ce ne sont que des exemples parmi d'autres - la guerre qui dure depuis des années dans le domaine de l'information et de la communication entre les industries du câble, l'industrie des computers, les industries de la TV, et la guerre actuelle autour des semences et des OGM. La gestion du possible se traduit par une gestion entre intérêts conflictuels, qui ne peut s'exprimer que par une logique de violence entre individus, groupes sociaux, villes, régions, pays.

Forcément, nos sociétés ne possèdent plus " *le sens de la société* " - du vivre ensemble, de la communauté humaine, du bien commun - qu'elles avaient construit, bien ou mal, dans le cadre de la société du " welfare ". Seul le recours à des sens " négatifs " vis-à-vis des " autres " parviennent à donner une " raison " à des mobilisations communes. C'est le cas du sens nationaliste (" l'intérêt national ", la compétitivité nationale), du sens religieux (" Dieu est avec nous ", rejet des autres croyances...), du sens de classe (défense de la propriété privée...), du sens de sécurité personnelle (explosion des gardes privés et des " villes privées " chez les groupes sociaux aisés). Nos sociétés n'ont pas non plus " *le sens de la vie* " (on vit pour survivre), du *futur* (ce qui compte est le présent), du *public* (privatisations tous azimuts), de la *gratuité* et du *don* (remplacés par un humanitarisme charitable, de compassion). Elles ne nous incitent pas à poser la question " qui suis-je ? ", " qui sommes-nous ? ", " qu'est-ce qu'une société ? ", " que signifie le droit à la vie pour tous ? ", etc. Elles sont esclaves de l'immédiat, du relatif, de l'argent, des outils.

Or, toute société a deux questions fondamentales à résoudre: la représentation et la légitimation. Qui représente quoi et comment? Et qui a, dès lors, la légitimité de décider, de contrôler, de sanctionner?

Dans les sociétés occidentales d'aujourd'hui, la représentation serait assurée et garantie par les mécanismes du marché (marchés financiers, marché des télécoms, marché de la santé, marché de l'énergie, marché de l'éducation, marché de la politique...). Dans ce cadre, la légitimité serait déterminée et distribuée par la compétitivité ; les meilleurs, les gagnants, se voient attribuer l'exercice des fonctions les plus significatives du pouvoir, consistant précisément dans la capacité de décider en matière d'allocation des ressources disponibles. A l'inverse, les perdants sont privés de tout pouvoir effectif de décision.

La violence vis-à-vis des perdants ou de ceux "en dehors", les étrangers, les minorités, se manifeste essentiellement par la réduction ou l'élimination de leur champ du possible. Les processus de réduction et d'élimination prennent deux formes principales: la décrédibilisation, la criminalisation.

Tout ce qui n'est pas accepté ou est considéré inacceptable par les dominants est systématiquement étiqueté de rêverie, d'irréalisme, d'impraticabilité. "Ce que vous proposez n'est pas crédible", affirme-t-on. Ainsi, les désirs, voire les droits, des perdants et des minoritaires sont rejetés comme illusoires, car, s'ils étaient acceptés, ils pourraient mettre en question, si peu soit-il, les intérêts des groupes dominants.

Au cas où l'action qui soutient ce désir devient forte et risque d'être efficace, c'est le deuxième processus qui intervient: celui de la criminalisation des opposants. Ces derniers cessent d'être vus comme des rêveurs, des irréalistes et sont accusés d'être des révoltés, des violents et donc des "criminels". Depuis peu, ils sont même assimilés à des "terroristes". La forme la plus subtile de criminalisation est celle opérée envers les pauvres et les immigrés. Bien souvent, les nantis sont convaincus qu'être pauvre signifie nécessairement avoir la tendance à être délinquant. La délinquance serait à leurs yeux étroitement liée à la pauvreté. Dès lors, tout pauvre serait, théoriquement et pratiquement, un délinquant potentiel. Le même sort est réservé aux émigrés, et pas seulement aux émigrés dits "clandestins". Des visions entièrement dépourvues de fondement théorique et empirique (16).

Ce soir, je chercherai à montrer que l'expropriation du rêve est devenue une caractéristique forte du monde occidental et qu'elle est source de dérives dévastatrices pour le vivre ensemble au plan local et mondial. Elle engendre, en effet, des visions du devenir fondées exclusivement sur des rêves de puissance et de conquête, donc de domination et d'asservissement.

J'essaierai aussi de montrer qu'on ne peut pas stériliser le rêve en le réduisant au "rêve du possible", et que le droit de rêver - le pouvoir de rêve - appartient à tout le monde. Il est temps de soutenir l'expression des rêves qui projettent des visions et des stratégies du devenir fondées sur l'amitié, la solidarité et la justice, et donc sur la coopération et l'égalité.

Dans une première partie, je mettrai en lumière le fait que : la force des humains réside dans leur capacité de rêver, de " songer l'in vraisemblable ", d'avoir des visions, de "penser l'impensable". L'expérience montre que la capacité de réalisation, d'ingénierie et de construction des humains se rétrécit en l'absence du souffle d'âme qui est donné par le rêve. *Les sociétés humaines ont besoin de rêves.* Elles avancent surtout grâce à des " exigences " de dépassement des limites du présent. Si certaines sociétés humaines ont réussi (elles n'ont pas été nombreuses jusqu'à présent) à assurer à tous leurs membres le droit de vie, par exemple le droit d'accès à l'eau, à l'alimentation, aux soins de santé de base, ce n'est certainement pas grâce aux responsables des banques centrales nationales ni aux entreprises de l'agro-business et de l'industrie pharmaceutique, ni aux sociétés de construction et d'équipements hospitaliers. Le cas récent des médicaments génériques contre le sida et autres épidémies montre bien le

contraire. C'est surtout grâce à toutes celles et tous ceux qui, dès le XVIIe siècle se sont battus pour définir, promouvoir et défendre le droit à la santé et à l'alimentation pour tous et qui, précisément, ont été régulièrement accusés d'irréalisme et de rêverie, par les responsables politiques, économiques et sociaux propriétaires/"gestionnaires" des ressources de l'époque.

Après avoir traité les raisons pour lesquelles le rêve occupe une place importante dans les sociétés contemporaines, j'analyserai, dans la deuxième partie, les rêves de richesse et de puissance en concentrant l'attention sur quatre rêves : le rêve d'"être riche", le rêve de la Société Marchande Universelle, le rêve de la création de la vie et, enfin, le nouveau rêve américain, l'empire.

Fort heureusement, il n'y a pas que ces rêves. L'objectif de la troisième partie est justement de prendre en compte les rêves d'amitié, de solidarité et de justice qui alimentent l'actuelle quête d'un autre devenir, à l'ère de la prétendue "globalisation" du monde.

La conclusion sera l'affirmation d'un constat, d'une invitation et d'une interrogation.

Le constat : personne n'arrêtera les êtres humains de " rêver " un monde meilleur, même si tous les " rêveurs " savent que la construction d'un monde meilleur ne sera jamais définitive et qu'il y aura toujours un mieux possible au-delà des confins atteints à un moment donné dans un lieu donné. Le rêve est vie. Il est aussi indispensable à la vie que l'eau, l'air, l'amour. Selon le poète Aragon, "*l'homme qui a des rêves ne meurt pas*".

L'invitation est double : *la première* s'adresse aux humains et aux jeunes générations en particulier. Qu'ils sortent du "champ de liberté limitée" dans lequel la culture gestionnaire sous-jacente à la " politique du possible " veut les enfermer. Les dérives dévastatrices ne sont pas l'apanage exclusif des " bonnes intentions " dont est pavé l'Enfer, comme ce fut le cas de la révolution communiste bolchevique. Si aujourd'hui il y a 2,7 milliards d'êtres humains (sur 6 milliards) "vivant" avec moins de 2\$ par jour de " revenu ", c'est parce que les intérêts des plus forts et, donc, la " gestion du possible " ont dominé, sous l'influence des pays occidentaux, les politiques de production et de redistribution de la richesse dans le monde. *La deuxième* invitation est une exhortation: que les citoyens aujourd'hui les plus actifs donnent la priorité dans leurs témoignages et engagements en tant que citoyens à la promotion et consolidation de la première planétaire. Nous verrons dans la conclusion qu'il ne s'agit pas de créer " une sixième internationale ". Par première planétaire, j'entends une plus grande synergie entre tous les " rêveurs " de solidarité et de justice et d'amitié qui se battent pour "construire" des sociétés fondées sur le droit à la vie pour tous. Parmi eux, je pense en particulier aux artistes qui, comme affirme le chanteur québécois Raoul Dugay, doivent continuer partout à enchanter le monde, à "créer les rêves".

La proposition est adressée au monde de la science et de la technologie, et de l'éducation. Les responsables des politiques scientifiques et technologiques nationales et internationales, doivent changer de route et de stratégie. Il est temps qu'ils mettent fin à la contradiction qu'ils ont contribué à créer, entre, d'une part, les

avancées scientifiques et technologiques extraordinaires et, d'autre part, la croissance des inégalités sociales, de la violence, de l'exclusion, des guerres. Le changement de route est d'autant plus urgent et nécessaire que les développements technologiques dans les domaines, par exemple, des technologies cognitives et des nanotechnologies, promettent de provoquer de nouveaux bouleversements tellement radicaux - notamment pour des applications militaires - qu'elles contribueront à élargir le fossé et les inégalités entre les personnes et les pays et à créer des nouvelles sources de conflit et de guerre.

Les responsables de la techno-science doivent cesser de soumettre le "développement" scientifique et technologique aux impératifs de la puissance militaire et d'accepter que les logiques de conquête des marchés par la compétitivité, selon les intérêts financiers des entreprises multinationales privées, inspirent les priorités de la politique de la science et de la technologie. S'il est vrai - mais on peut en douter - que les sociétés occidentales sont devenues la "société de la connaissance", ils doivent abandonner le choix qu'ils ont fait en faveur de la marchandisation et de la privatisation de la connaissance. La connaissance est patrimoine commun de l'humanité. Elle est un bien public commun mondial et comme telle elle doit être mise au service du droit à la vie pour tous, à commencer par le droit à l'eau, à la nourriture, à la santé, à l'éducation, à la démocratie.

Concernant le monde de l'éducation (toutes fonctions considérées) ses responsables ont le devoir d'arrêter la transformation du système d'éducation en un système de formation de "ressources humaines" ayant comme objectif fondamental de faire acquérir aux "ressources humaines" les compétences et la maîtrise des outils dont, dans chaque pays, les entreprises "locales" auraient besoin pour maintenir et améliorer leur compétitivité mondiale. De nombreux éducateurs et éducatrices sont déjà à l'œuvre depuis des années dans cette direction avec des résultats encourageants.